

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX (FCP)

**ETAT D'AVANCEMENT DU PROGRAMME¹
COMPTE RENDU TRIMESTRIEL**

30 Juin 2010

Organisation(s) des NU bénéficiaire(s):	UNICEF	Domaine Prioritaire:	Reforme du Secteur de la Sécurité		
Autorité(s) nationale(s):	Ministère de la Famille, des affaires Sociales et de la Solidarité Nationale ; Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports ; Ministère de l'Intérieur et de la Défense Nationale				
Numéro du Programme:	PBF/CAF/B-2				
Nom du Programme:	<i>Prévention de recrutement, Démobilisation et Réintégration socio-économique des enfants associés aux forces et groupes armés et autres enfants et femmes vulnérables dans les zones de conflits</i>				
Budget Total:	2 000 000 USD				
Zone d'intervention:	Préfectures de l'Ouham, Ouham-Pende ? Nana Gribizi, Bamingui Bangoran, Vakaga, Haute-Kotto et Kemo				
Durée du Programme:	18 mois	Date de démarrage:	09 février 2009	Date de clôture:	Juillet 2010
Montants engagés:	2,000,000 USD			Pourcentage du montant approuvé:	100%
Montants déboursés:	2,000,000 USD			Pourcentage du montant approuvé:	100%
Date d'approbation/Comité de Pilotage:	12 novembre 2008			Date de démarrage effectif :	Janvier 2009
Retard éventuel (mois):		Commentaires:			

Objectifs:	Réalisations/Résultats:	Pourcentage de réalisation:
Résultat 1 Au moins 3 CTO sont fonctionnels et fournissent soins et protection à au moins 500 enfants démobilisés et tout autre enfant vulnérable ayant besoin de prise en charge temporaire ;	<ul style="list-style-type: none"> - Maintien de la capacité des 2 CTO (Gadoulou et Doko) à recevoir les enfants sortis des rangs des groupes armés. Cependant durant la période couverte par ce rapport (Juin-Décembre), les 2 CTO n'ont reçu aucun nouveau cas d'enfants. - Entre Février et Mai 2010, 84 enfants associés à l'APRD, tous des garçons ont été démobilisés et réunifiés avec leurs familles dans la région de Paoua. 62 d'entre eux ont bénéficié d'une prise en charge temporaire dans le CTO de Gadoulou géré par l'ONG internationale DRC. - Depuis le démarrage du projet, les partenaires ont pu 	100%

¹ Le terme "programme" est utilisé pour projets, programmes et programmes conjoints.

<p>90 réseaux communautaires de protection des enfants sont aussi établis dans les zones de retour des ex EAFGA</p>	<p>identifier et assister 725 enfants associés aux forces et groupes armés, y compris 51 filles principalement des ex-enfants associés à l'APRD.</p> <ul style="list-style-type: none"> - 13 réseaux communautaires de protection des droits des enfants et 13 clubs d'enfants comprenant au moins 20 membres chacun ont été établis dans 13 communautés/villages dans la région de Bocaranga. - Tous leurs membres (soit au moins 520 personnes) ont été formés sur les droits des enfants et sensibilisés sur les rôles des réseaux communautaires de protection de l'enfant et des clubs des enfants. 	
<p>Résultat 2.1 Les ex EAFGA et OEV y compris les survivants de SGBV identifiés a travers le processus reçoivent des services et divers appuis, visant à réduire les effets du conflit sur leur vie</p>	<ul style="list-style-type: none"> - 200 pairs éducateurs (dont 100 filles) responsables de l'organisation et la mise en place des activités récréatives pour 3.897 enfants vulnérables dans 07 écoles communautaires de Kaga Bandoro ont reçu une formation sur la protection des enfants, suivi et supervision des enfants ainsi que les techniques d'organisation des activités récréatives de qualité pour les enfants. - 432 (406 G, 26F) ex-enfants associés aux groupes armés ont été enregistrés dans la zone de la Vakaga et Haute-Kotto ; ces derniers ont bénéficié d'appui psychosociaux divers notamment le suivi individuel et les activités récréatives. Ces enfants avaient été démobilisés en 2007 mais n'avaient pas bénéficié de programmes de réintégration adéquats suite aux difficultés de financement. 	100%
<p>Résultat 2. 2. Les ex EAFGA (y compris forces d'auto défense) OEV, Survivants de SGBV et autres enfants affectés par le conflit identifiés a travers le programme retrouvent un accès aux services sociaux de base</p>	<ul style="list-style-type: none"> - 1.426 enfants ont participé dans des activités d'éducation non formelle à travers des écoles communautaires ou des centres temporaires d'alphabétisation appuyés par les partenaires. - Au moins 8.668 enfants (4.059 filles et 4.609 garçons) ont participé dans les activités récréatives dans l'ensemble des zones couvertes par les partenaires. - Remise d'un lot de matériels récréatifs aux réseaux communautaires de protection dans 13 communautés de Bocaranga pour la mise en place d'activités récréatives pour les enfants. 	100%
<p>Résultat 2.3 les ex EAFGA (y compris ceux des forces d'auto défense), OEV, Survivants de SGBV et autres personnes affectées par le</p>	<ul style="list-style-type: none"> - 415 enfants identifiés comme vulnérables ont pu bénéficier d'une formation et appui en activités génératrices de revenus et de kits de réintégration(agriculture et élevage) afin de les doter des meilleures options de moyens de subsistance et réduire ainsi leur exposition aux abus et exploitation futurs Ceci porte à - 5.907 le nombre d'enfants vulnérables ayant bénéficié d'AGR depuis le démarrage du projet. 	100%

<p>conflit identifiés a travers le programme reçoivent divers appuis relatifs au relèvement communautaire y compris des AGR adaptes a leurs besoins spécifiques</p>		
<p>Résultat 3.1 Les Six violations graves des droits de l'Enfant en situation de conflit tels que décrits dans la résolution 1612 du conseil de sécurité des Nations Unies sont collectées</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les mécanismes de monitoring et rapportage des graves violations des droits des enfants en situation des conflits tels que décrits par la résolution 1612 du Conseil de Sécurité des Nations Unies ont pu être établi, bien qu'ils méritent toujours d'être renforcés. Dans le cadre de ces mécanismes un 1er rapport sur les violations des droits des enfants en RCA a été soumis au CSNU. UNICEF a aussi contribué au rapport horizontal sur la 1612 qui devrait être soumis au CSNU au courant de ce mois de septembre. - UNICEF a organisé une formation sur les droits des enfants et leur protection en période de conflits, la réintégration des enfants associés aux groupes armés et les résolutions du conseil de sécurité des NU 1612 et 1888 à l'intention des MILOBS et quelques autorités locales dans la zone de Kaga Bandoro. 22 personnes dont seulement 2 femmes) au total ont pris part à la formation, ce qui porte ainsi à 1.532 le nombre total d'acteurs armés et autorités locales sensibilisés sur les droits et la protection des enfants affectés par les conflits armés depuis le démarrage du projet. - UNICEF a aussi reçu et assisté 3 enfants enlevés par la LRA dans la zone d'OBO et qui se sont échappés à partir de la RDC. 	<p>100%</p>
<p>Résultat 3.2. Les structures nationales et décentralisées du mécanisme de Collecte, Surveillance et Rapportage de la résolution 1612</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Tous les accords signés avec les partenaires dans le domaine de la protection des enfants incluent aussi le volet de monitoring et rapportage des graves violations des droits des enfants. - Une task force composée essentiellement d'agences UN sous le leadership d'UNICEF est opérationnelle au niveau de Bangui et contribue activement à la collecte d'informations sur les violations et aux rapports au Conseil de Sécurité sur les graves violations des droits des enfants en période de conflits. Le dernier rapport a été soumis au mois d'Avril 2010, une note horizontale vient aussi d'être soumise à la fin du mois de Juin 2010 	<p>100%</p>

Appréciation qualitative par rapport aux objectifs et aux résultats:

Comme on peut le voir à travers les résultats ci-haut mentionnés et les autres rapports intermédiaires déjà soumis au FCP, le projet a permis de mettre progressivement en place un environnement protecteur pour des milliers d'enfants vivants dans les zones de conflits. En plus de la sortie des enfants des rangs des groupes armés, des milliers d'enfants (au moins 10.000) ont bénéficiés d'appui divers notamment l'appui psychosocial, participation dans les activités récréatives, éducation non-formelle, éducation non-formelle et participation dans les activités génératrices des revenus. Au vu du contexte toujours instable et la présence effective d'acteurs armés dans certaines, le maintien de ces activités sur un long terme demeure une priorité majeure si l'on veut avoir un impact sur la réduction du risque de recrutement et re-recrutement des enfants, ce qui nécessite un engagement sur le plan financier à plus ou moins long terme du FCP et des autres bailleurs. En plus de la contrainte financière, deux autres défis majeurs méritent d'être soulignés notamment la mise en place des programmes atteignant les enfants se trouvant dans les milices d'auto-défense et les enlèvements répétés des enfants dans la zone de Obo/Haut-Mbomou suite aux incursions répétées de la LRA.